

print

Bancocratie : de la république de Venise à Mario Draghi et Goldman Sachs

De [Eric Toussaint](#)

Global Research, novembre 10, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/bancocratie-de-la-republique-de-venise-a-mario-draghi-et-goldman-sachs/5357587>

Du 12^e au début du 14^e siècle, l'Ordre des Templiers, présent dans une grande partie de l'Europe, s'est converti en banquier des puissants et a contribué à financer plusieurs croisades. Au début du 14^e siècle, il est devenu le principal créancier du roi de France, Philippe le Bel. Face au poids d'une dette qui grevait ses ressources, Philippe le Bel s'est débarrassé de ses créanciers et, par la même occasion, de sa dette en diabolisant l'Ordre des Templiers, l'accusant de multiples crimes [1]. L'Ordre a été interdit, ses chefs exécutés et ses biens confisqués. Il manquait un État et un territoire à l'Ordre des Templiers pour faire face au roi de France. Son armée (quinze mille hommes dont mille cinq cents chevaliers), son patrimoine et ses créances sur les dirigeants ne l'ont pas protégé de la puissance d'un État décidé à éliminer son principal créancier.

À la même époque (11^e – 14^e siècles), les banquiers vénitiens financent aussi des croisades et prêtent de l'argent aux puissants d'Europe, mais ils manœuvrent beaucoup plus habilement que l'Ordre des Templiers. A Venise, ils prennent la tête de l'État en lui donnant la forme d'une république. Ils financent la transformation de Venise, cité-État, en un véritable empire comprenant Chypre, l'Eubée (*Négrepont*) et la Crète. Ils adoptent une stratégie imparable pour s'enrichir durablement et garantir le remboursement de leurs créances : ils décident eux-mêmes d'endetter l'État vénitien auprès des banques qu'ils possèdent. Les termes des contrats de prêts sont définis par eux puisqu'ils sont à la fois propriétaires des banques et dirigeants de l'État.

Alors que Philippe le Bel avait intérêt à se débarrasser physiquement de ses créanciers pour se libérer du poids de la dette, l'État vénitien remboursait rubis sur l'ongle la dette aux banquiers, qui eurent d'ailleurs l'idée de créer des titres de la dette publique qui pouvaient circuler d'une banque à l'autre. Les marchés financiers commençaient alors à se mettre en place [2]. Ce type d'emprunt est le précurseur de la forme principale d'endettement des États tel qu'on le connaît au 21^e siècle.

Sept siècles après l'écrasement de l'Ordre des Templiers par Philippe le Bel, aujourd'hui les banquiers d'Europe, tout comme leurs prédécesseurs vénitiens ou génois, n'ont manifestement pas d'inquiétude à avoir à l'égard des gouvernements en place.

Les États nationaux et le proto-État qu'est l'Union européenne d'aujourd'hui sont peut-être plus complexes et sophistiqués que les Républiques de Venise (ou de Gênes) du 13 au 16^e siècle, mais ils sont tout aussi crûment les organes d'exercice du pouvoir de la classe dominante, le 1% opposé aux 99%. Mario Draghi, ancien responsable de Goldman Sachs en Europe, dirige la Banque centrale européenne. Les banquiers privés ont placé leurs représentants ou leurs alliés à des postes clés dans les gouvernements et dans les administrations. Les membres de la Commission européenne sont très attentifs à la défense des intérêts de la finance privée, et le lobbying que les banques exercent auprès des parlementaires, des

régulateurs et des magistrats européens est d'une efficacité redoutable.

Si une poignée de grandes banques capitalistes occupe le devant de la scène ces dernières années, cela ne doit pas cacher le rôle des grandes entreprises privées de l'industrie et du commerce, qui usent et abusent de leur proximité avec les structures étatiques de manière tout aussi habile que les banquiers. L'interconnexion et l'imbrication inextricables entre les États, les gouvernements, les banques, les entreprises industrielles et commerciales, et les grands groupes privés de communication constituent d'ailleurs une des caractéristiques du capitalisme, dans sa phase actuelle comme dans les précédentes.

Effectivement, dès la victoire du capitalisme comme mode de production et comme formation sociale dominante, le pouvoir est exercé par les représentants des grands groupes privés et leurs alliés.



CC – World Economic Forum

D'un point de vue historique, le *New Deal* initié par le président Roosevelt en 1933 et les trente années qui ont suivi la 2e guerre mondiale apparaissent comme une parenthèse pendant laquelle la classe dominante a dû faire des concessions, certes limitées mais réelles, aux classes populaires. Les grands patrons ont dû dissimuler quelque peu leur emprise sur l'État. Avec le tournant néolibéral entamé dès la fin des années 1970, ils ont abandonné la discrétion. Les années 1980 mettent sur le devant de la scène une classe dominante complètement désinhibée qui assume et affiche avec cynisme la course au profit et l'exploitation généralisée des peuples et de la nature. La formule, tristement célèbre, de Margaret Thatcher « There is no alternative » marque jusqu'à aujourd'hui le paysage politique, économique et social, à travers des attaques violentes des droits et des conquêtes sociales. Mario Draghi, Angela Merkel, Silvio Berlusconi (grand patron italien), José Manuel Barroso apparaissent comme des figures emblématiques de la poursuite du projet thatcherien. La complicité active des gouvernements socialistes (de Schröder à Hollande en passant par Blair, Brown, Papandreou, Zapatero, Socrates, Letta, Di Rupo et bien d'autres) montre à quel point ils se sont insérés dans la logique du système capitaliste, à quel point ils font partie du système tout comme Barack Obama de l'autre côté de l'Atlantique. Comme l'a affirmé le milliardaire américain Warren Buffett : « C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est

en train de gagner ».

Le système de la dette publique tel qu'il fonctionne dans le capitalisme constitue un mécanisme permanent de transfert de richesses produites par le peuple vers la classe capitaliste. Ce mécanisme s'est renforcé avec la crise commencée en 2007-2008 car les pertes et les dettes des banques privées ont été transformées en dettes publiques. Sur une très vaste échelle, les gouvernements ont socialisé les pertes des banques afin qu'elles puissent continuer à faire des bénéfices qu'elles redistribuent à leurs propriétaires capitalistes.

Les gouvernants sont les alliés directs des grandes banques et mettent à leur service les pouvoirs et les deniers publics. Il y a un va et vient permanent entre les grandes banques et les gouvernements. Le nombre de ministres des Finances et de l'Économie, ou de premiers ministres, qui proviennent directement des grandes banques ou qui y vont quand ils quittent le gouvernement ne cesse d'augmenter depuis 2008.

Le métier de la banque est trop essentiel à l'économie pour être laissé dans les mains du secteur privé, il est nécessaire de socialiser le secteur bancaire (ce qui implique son expropriation) et de le placer sous contrôle citoyen (des salariés des banques, des clients, des associations et des représentants des acteurs publics locaux), car il doit être soumis aux règles d'un service public [\[3\]](#) et les revenus que son activité génère doivent être utilisés pour le bien commun.

La dette publique contractée pour sauver les banques est définitivement illégitime et doit être répudiée. Un audit citoyen doit déterminer les autres dettes illégitimes ou/et illégales et permettre une mobilisation telle qu'une alternative anticapitaliste puisse prendre forme.

La socialisation des banques et l'annulation/répudiation des dettes illégitimes doivent s'inscrire dans un programme plus large [\[4\]](#).

Comme pendant la république de Venise, aujourd'hui dans l'Union européenne et dans la majorité des pays les plus industrialisés de la planète, l'État est en osmose avec la grande banque privée et rembourse docilement la dette publique. Le non remboursement de la dette illégitime, la socialisation de la banque ainsi que d'autres mesures vitales seront le résultat de l'irruption du peuple comme acteur de sa propre histoire. Il s'agira de mettre en place, sous un contrôle populaire actif, un gouvernement aussi fidèle aux opprimés que les gouvernements de Merkel et de Hollande le sont aux grandes entreprises privées. Un tel gouvernement du peuple devra faire des incursions dans la sacro sainte grande propriété privée pour développer les biens communs tout en respectant les limites de la nature. Ce gouvernement devra également réaliser une rupture radicale avec l'État capitaliste et éradiquer toutes les formes d'oppression. Une authentique révolution est nécessaire.

Eric Toussaint

L'auteur remercie Pauline Imbach, Stéphanie Jacquemont, Damien Millet et Claude Quémar pour leurs conseils.

Notes

[\[1\]](#) Voir David Graeber, *Dette 5000 ans d'Histoire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2013 ; Thomas Morel et François Ruffin, *Vive la Banqueroute !*, Paris, Fakir Editions, 2013.

[\[2\]](#) Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle*, Paris, Armand Collin, 1979 ; David Graeber, *Dette 5000 ans d'Histoire*, Paris,

Les liens qui libèrent, 2013.

[3] Le secteur bancaire devrait être entièrement public à l'exception d'un secteur coopératif de petite taille avec lequel il pourrait cohabiter et collaborer.

[4] Voir Damien Millet et Eric Toussaint, « Europe : Quel programme d'urgence face à la crise ? », <http://cadtm.org/Europe-Quel-progra...>, publié le 10 juin 2012. Voir également : Thomas Coutrot, Patrick Saurin et Éric Toussaint, « Annuler la dette ou taxer le capital : pourquoi choisir ? », <http://cadtm.org/Annuler-la-dette-o...> publié le 28 octobre 2013. Enfin voir : Que faire de la dette et de l'euro ? <http://cadtm.org/Que-faire-de-la-de...> publié le 30 avril 2013.

Eric Toussaint, docteur en sciences politiques, est président du CADTM Belgique (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, www.cadtm.org) et membre du conseil scientifique d'ATTAC. Il est l'auteur de *Bancocratie*, Edition Aden, Bruxelles, 2013 et de *Procès d'un homme exemplaire*, Editions Al Dante, Marseille, 2013. Il a écrit, avec Damien Millet, *AAA. Audit Annulation Autre politique*, Seuil, Paris, 2012.

Copyright © 2013 Global Research